



Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes

Le projet visait à améliorer la sécurité sanitaire et la qualité de certains fruits et légumes de Sri Lanka ainsi que l'offre de ces produits sur les marchés locaux et internationaux en renforçant et en soutenant la capacité des parties prenantes publiques et privées à satisfaire aux prescriptions internationales en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments.

Les résultats du projet peuvent être consultés [ici](#). Pour en savoir plus, visitez le [site internet](#) du projet.

STDF/PG/354

Status

Completed

Start Date

01/03/2013

End Date

30/06/2016

Project Value (US\$)

\$826,096

STDF Contribution (US\$)

\$629,982

Beneficiaries

Sri Lanka

Implementing Entities

International Trade Centre (ITC)

Partners

Ceylon Chamber of Commerce

Lanka Fruit & Vegetable Producers, Processors and Exporters Association (LFVPPEA)

Ministry of Agriculture, Sri Lanka

Ministry of Health, Nutrition and Indigenous Medicine, Sri Lanka

National Agribusiness Council

Sri Lanka Export Development Board

Background

Sri Lanka est dotée d'un fort potentiel pour la culture de fruits et légumes pour le marché intérieur et pour l'exportation. Le développement de ce secteur et l'amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes peuvent accroître considérablement le revenu national et rural, créer de nouvelles possibilités d'emploi et améliorer la nutrition et la santé publiques. Les principaux marchés d'exportation sont le Moyen Orient et l'Asie du Sud, avec une faible pénétration sur les marchés d'Asie de l'Est (Japon et Corée par exemple) et de l'Ouest (notamment l'Union européenne) en raison des prescriptions à l'importation strictes en matière de sécurité et de qualité.

La qualité et la sécurité sanitaire des fruits et légumes produits à Sri Lanka pâtissent d'une utilisation inappropriée des pesticides et engrais. Cela est généralement lié à des méthodes et pratiques inadéquates tout au long de la chaîne de valeur, depuis la phase de production jusqu'au stade après récolte. Les interventions lors de l'étape de culture sont réduites au minimum pour assurer la qualité et la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Après récolte, les mauvaises pratiques sont à l'origine d'une perte de 30 à 40% des fruits et légumes. On constate un manque de sensibilisation à l'importance des prescriptions SPS parmi les producteurs. Les formations à ce sujet sont rares et ponctuelles. Les installations d'essai locales sont inadéquates et ne permettent pas de procéder à des essais et de certifier la conformité avec les normes SPS applicables, ce qui augmente les coûts et les délais. L'absence de système adéquat d'analyse du risque parasitaire et la nécessité d'améliorer la coordination entre les parties prenantes nuisent également au secteur.

Results

Analyse de la chaîne de valeur et sélection de cultures à fort potentiel d'exportation

Les consultants nationaux ont réalisé une analyse de la chaîne de valeur pour identifier les fruits et légumes à fort potentiel d'exportation, ainsi que pour déterminer la qualité et la sécurité sanitaire de ces cultures et les autres problèmes qui en entravent le développement et l'exportation. Une discussion a été organisée sous forme de groupe de réflexion avec de hauts fonctionnaires gouvernementaux, le secteur privé et des instituts de recherche. Les principales parties prenantes intervenant dans la production, la transformation et l'exportation de fruits et légumes (exportateurs, transformateurs, supermarchés, hôtels, agriculteurs, fournisseurs d'intrants, fonctionnaires gouvernementaux et instituts de recherche, par exemple) ont été interrogées sur les questions de savoir quels produits offrent du potentiel et quels obstacles entravent l'augmentation de la production et de l'exportation des produits considérés. Les résultats finals ont été présentés aux parties prenantes qui ont sélectionné, par consensus, trois cultures fruitières et trois cultures maraîchères dont le potentiel d'exportation est inexploité (ananas, mangue, papaye, tomate, piments et produits agricoles protégés) pour la prochaine étape, ainsi que les districts concernés dans lesquels ces fruits et légumes sont cultivés.

Amélioration de l'accès aux renseignements sur la liste des parasites réglementés mise à jour

Dans le cadre du projet, des renseignements ont été recueillis sur les parasites, adventices et maladies qui ont affecté le secteur des fruits et légumes à Sri Lanka. Cette activité visait à aider le pays à réduire au minimum les invasions de parasites, à limiter le risque de contamination et à faciliter le commerce.

Trois scientifiques possédant une vaste expérience dans leur domaine ont été chargés de mettre à jour la liste actuelle des parasites réglementés. La liste des parasites de Sri Lanka a été actualisée pour satisfaire à l'obligation nationale découlant de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV). Le Directeur général du Département de l'agriculture (DOA) a communiqué un projet de rapport aux universités et autres parties prenantes concernées s'occupant de recherche agricole afin de connaître leurs vues et observations sur le projet avant la publication de la liste mise à jour. Après examen des observations recueillies, la liste finale des parasites a été publiée sur le site internet du Département de l'agriculture. Du matériel a été acheté et remis au Service national de quarantaine des végétaux (NPQS) pour permettre la réalisation d'enquêtes phytosanitaires (par exemple microscope stéréoscopique, microscope inversé, système de documentation Gel, ordinateurs portables, unités GPS, logiciel ArcGIS, loupes serre tête, kits de collecte d'insectes et microscopes portables). Par ailleurs, une licence d'accès de deux ans au Crop Protection Compendium du CABI a été achetée afin de permettre au NPQS de l'utiliser. Au cours de la formation dispensée au personnel du NPQS, il a été montré aux participants comment utiliser ces outils.

Une analyse du risque phytosanitaire (PRA) a été officiellement menée pour la première fois à Sri Lanka. L'équipe initiale de la PRA a été renforcée, avec la création d'une nouvelle division technique intitulée "Biosécurité et relations internationales" et chargée de coordonner les travaux d'analyse du risque phytosanitaire et de surveillance. Lorsque cela est nécessaire, d'autres techniciens sont appelés pour réaliser les PRA. L'équipe a mené 32 PRA rapides et 1 PRA complète en 2016, puis 27 PRA rapides et 3 PRA complètes en 2017.

Renforcement des capacités SPS et amélioration des compétences entrepreneuriales des parties prenantes publiques et privées

L'objectif du programme de renforcement des capacités était de permettre aux principales parties prenantes des secteurs public et privé de mieux comprendre l'importance du respect des normes SPS. Le projet a permis d'introduire des programmes de formation à différents niveaux: le Service de phytoquarantaine du DOA, y compris la Division de la vulgarisation et de la

formation du DOA, a mis en œuvre un programme de formation ayant des retombées sur les agriculteurs et d'autres fonctionnaires du gouvernement tels que les inspecteurs du Ministère de la santé publique, les exportateurs et les transformateurs. La formation a été dispensée selon une approche de formation des formateurs pour assurer que le renforcement des capacités se poursuive une fois le projet achevé. Avant le début du projet, les connaissances variaient considérablement d'une institution à l'autre et au sein des institutions, en partie à cause d'un manque de coordination entre institutions et fonctionnaires. Le manque de sensibilisation et de formation structurée était l'une des difficultés en lien avec la faiblesse de l'offre de fruits et légumes sûrs et de qualité sur les marchés locaux et internationaux. Le mécanisme proposé et mis en œuvre dans le cadre du projet consistait à combiner les programmes de formation afin d'aider les fonctionnaires des différentes institutions à mieux comprendre les prescriptions SPS, les besoins et le rôle de chacun, et à renforcer la coordination. Les divers programmes ont débuté avec une formation des formateurs principaux, puis des formations ont été offertes aux agriculteurs. Le programme de formation a été élaboré en consultation avec le Département de l'agriculture, sa Division de la vulgarisation et son Service de phytoquarantaine.

Plus de 40 programmes de formation et ateliers ont été organisés et près de 900 personnes (des secteurs public et privé) ont reçu une formation sur les mesures SPS et d'autres sujets en rapports avec ces dernières. Les thèmes ont varié en fonction du public cible et ont notamment porté sur les modules suivants: bonnes pratiques agricoles, lutte contre les parasites et les maladies sur le terrain, manutention après récolte, normes phytosanitaires et relatives à la sécurité sanitaire des aliments, gestion des entreprises, financement et commercialisation, prescriptions de l'UE, mesures de quarantaine, analyse des risques parasitaires, surveillance des parasites et techniques d'irradiation. Des groupes de maîtres formateurs (28), de formateurs de terrain (47), d'agents de vulgarisation sur le terrain (149), d'inspecteurs de quarantaine (50) et d'agents maîtres formateurs dans le domaine de la quarantaine (20) du Département de l'agriculture ont amélioré leurs connaissances et leurs compétences afin d'être en mesure de fournir des formations de qualité.

Les activités de formation sur le terrain ont permis de dispenser des formations à plus de 550 agriculteurs à travers le pays, sur les bonnes pratiques agricoles, l'identification des parasites et des maladies, la manutention après récolte, les questions SPS, la finance, la gestion d'entreprise et la commercialisation, et les visites sur le terrain. Plusieurs cours de remise à niveau à l'intention des agriculteurs ont déjà été organisés au cours de la mise en œuvre du projet.

La Division de la vulgarisation et de la formation du DOA a rendu la composante SPS obligatoire dans le cadre de ses formations; cette composante couvre plusieurs modules, tels que les bonnes pratiques agricoles et la gestion intégrée des parasites. D'après le DOA, 1 200 agents ont été formés dans le cadre du nouveau programme, qui s'appuie sur le matériel élaboré aux fins du projet. Par ailleurs, de nouveaux agents devraient être formés avec le même matériel, ce qui contribuera à diffuser davantage les connaissances.

Afin de renforcer la formation pratique, des voyages d'étude en Europe et en Asie ont été organisés dans le cadre du projet. Au terme des formations, les deux agriculteurs et cinq exportateurs ayant obtenu les meilleurs résultats ont participé à un voyage d'étude à Milan (Italie). Ce voyage visait à leur faire découvrir les meilleures pratiques appliquées dans le cadre de la production de fruits et légumes, des activités d'emballage et des méthodes de commercialisation, et à fournir des possibilités de mise en réseau grâce à des sessions interentreprises (B2B). En outre, un voyage d'étude en Thaïlande a été organisé pour 12 agriculteurs et fonctionnaires gouvernementaux ayant le mieux réussi afin de leur montrer les pratiques et systèmes appliqués dans ce pays. Des visites ont eu lieu dans des fermes, des installations de transformation et d'emballage et des marchés représentatifs de l'industrie asiatique. Les participants ont également appris de nouvelles techniques appliquées dans les fermes, qui ne sont pas utilisées à Sri Lanka.

Enfin, à la demande des parties prenantes et en sus des résultats escomptés, un système simple de bonnes pratiques agricoles a été élaboré. Il constitue une approche par étapes pour la mise à niveau des capacités de production agricole du pays grâce à l'élaboration de modules de formation, de normes, de schémas de certification, de listes de questions et de manuels. Le DOA a mis en œuvre les bonnes pratiques agricoles à titre expérimental dans une région, l'objectif étant de déboucher sur un programme national.

Amélioration de la disponibilité, de l'accessibilité et de la connaissance des renseignements sur les normes SPS

En plus des présentations sur chaque module de formation élaboré dans le cadre du programme de renforcement des capacités, différentes brochures ont été produites et envoyées au DOA et aux bureaux régionaux qui dispensent des formations. Pour aider les agriculteurs ayant reçu ou non une formation dans le cadre du projet, des brochures sur quatre grands thèmes ont été préparées dans les langues locales et distribuées. Une brochure intitulée "Comment réduire au minimum les résidus de pesticides sur les fruits et légumes frais?" (en singhalais) a été élaborée et partagée à la suite de l'audit réalisé par l'Office alimentaire et vétérinaire de la Commission européenne pour aider les agriculteurs à appliquer de nouvelles méthodes d'utilisation saine des pesticides.

Le projet a permis de sensibiliser le public à la protection des végétaux grâce à dix panneaux d'information placés à l'aéroport.

Par ailleurs, un [site internet](#) a été lancé afin de publier régulièrement des nouvelles nationales et internationales en lien avec les questions SPS intéressant le secteur des fruits et légumes. Des renseignements relatifs aux activités et manifestations pertinentes du projet ont également été mis à disposition sur le site internet.

Renforcement de l'accès aux marchés grâce à l'amélioration de la coopération et des réseaux entre les secteurs public et privé

Le projet a jeté des bases importantes pour la collaboration entre les parties prenantes des secteurs public et privé à Sri Lanka, afin que ces dernières s'occupent conjointement des questions SPS qui pourraient entraver les exportations et se conforment aux prescriptions internationales et de l'UE. Le secteur des fruits et légumes a renforcé sa capacité à identifier et régler les problèmes, à saisir les possibilités d'exportation et à mobiliser un soutien additionnel. Le projet a facilité la création d'un Comité national d'exportation pour l'amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes, ainsi que d'un Comité national OTC et SPS. Il a permis de renforcer la capacité de Sri Lanka à respecter la réglementation de l'UE en matière de préservation des végétaux et les recommandations issues d'un audit officiel mené par l'Office alimentaire et vétérinaire (en février 2015), grâce à la formation des agents de phytoquarantaine et d'autres fonctionnaires du Département de l'agriculture. Le projet a également contribué à réduire le nombre de notifications de non conformité avec les règles et règlements de l'UE et a réduit le risque d'une interdiction d'exportation vers l'UE.

Le projet a par ailleurs permis d'organiser des sessions de jumelage entre entreprises et d'offrir des possibilités de relations interentreprises (B2B). Les exportateurs ont établi des contacts individuels avec 11 agriculteurs lors des manifestations B2B et, collectivement, avec 30 agriculteurs formés dans le cadre du projet dans la région de Welimada. Une base de données en ligne des agriculteurs ayant suivi une formation a été mise à la disposition des exportateurs, qui ont commencé à l'utiliser pour s'approvisionner auprès de ces agriculteurs formés, en particulier après l'introduction de la norme nationale en matière de bonnes pratiques agricoles.

Recommandations

Renforcer encore les capacités le long des chaînes de valeur

L'organisation d'autres formations tout au long des chaînes de valeur concernées, y compris pour les collecteurs qui fournissent les exportateurs, permettra d'améliorer encore les connaissances et les capacités en ce qui concerne les prescriptions en matière de bonnes pratiques agricoles. Une fois les formations achevées, il convient de consacrer du temps et des ressources au suivi de l'évolution des pratiques et de la démultiplication des formations.

L'élargissement du projet par le biais des diverses activités et projets concernant des questions SPS qui s'ensuivront permettra également d'assurer la durabilité de ses réalisations. Sri Lanka a fait des progrès considérables pour ce qui est du renforcement de ses systèmes de contrôle de la préservation des végétaux et de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, mais il est essentiel de les améliorer en permanence sur la base des recommandations et d'en assurer le suivi en établissant des protocoles d'exportation (vers l'UE et les autres marchés).

Dans le cadre du projet, un certain nombre d'agriculteurs ont reçu une formation sur les bonnes pratiques agricoles. Dans le prolongement de cette activité, le Département de l'agriculture devrait certifier les agriculteurs et les usines d'emballage qui passent avec succès les audits et qui satisfont aux normes requises (dernière mise à jour en mai 2018).

Renforcer davantage les capacités SPS nationales

Afin de renforcer le mécanisme de mise en réseau des institutions dans le domaine SPS pour le secteur des fruits et légumes et les partenariats public privé (PPP), il est recommandé de prendre les mesures suivantes:

- créer un Comité national sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS);
- établir un Groupe de travail spécialisé pour le secteur des fruits et légumes (y compris les épices) dans le cadre du comité susmentionné, composé de toutes les parties prenantes (groupe référent sur les LMR); et
- renforcer le point d'information national sur les mesures SPS et les points de contact nationaux pour les organisations internationales de normalisation compétentes.

Soutenir et améliorer le réseau public privé

À l'avenir, il est important de permettre l'établissement de liens avec les marchés et de faciliter l'intégration entre agriculteurs, transformateurs, supermarchés, hôtels et exportateurs. Les parties prenantes sont encouragées à exploiter plus avant les contacts établis avec les acheteurs et les entreprises qui ont exprimé leur intérêt et effectué des missions de faisabilité à Sri Lanka. Ces entreprises pourraient représenter une bonne occasion de mettre en place un projet pilote de partenariat public privé pour le développement du secteur et l'amélioration de la conformité avec les mesures SPS.

Intensifier les activités de sensibilisation et améliorer le site internet du projet

Le site internet du projet devrait continuer de fonctionner en tant que référentiel de renseignements actualisés sur les mesures SPS dans le secteur des fruits et légumes, et en tant que plate forme facile d'accès pour la recherche de renseignements utiles par les secteurs public et privé. Il est également recommandé d'y créer un blog afin de donner plus de visibilité aux réalisations du projet et de permettre au public de partager ses vues et ses idées au sujet du secteur des fruits et légumes.